

NE LES LAISSONS PAS DETRUIRE LA CULTURE !

21 février (colonnes de Buren). 900 agents du ministère de la Culture se rassemblent sous les fenêtres de Christine Albanel pour dire NON. NON à cette RGPP dont le mauvais scénario a été concocté, sans la moindre concertation avec les principaux concernés, par quelques conseillers élyséens assistés de cabinets d'audit privés. **NON** à cette RGPP qui veut détruire l'architecture du ministère telle qu'elle s'est progressivement créée ces cinquante dernières années, en soumettant l'ensemble des acteurs culturels à la logique libérale de la « performance » et du « résultat », réduisant ainsi la culture à une simple marchandise. **NON** à cette RGPP synonyme de précarisation accrue pour les agents du ministère.

29 février (Place du Palais-Royal). A l'appel de l'Union fédérale d'intervention des structures culturelles, soutenue par l'intersyndicale Culture du Ministère, un millier d'acteurs culturels du spectacle vivant, de la création, de l'audiovisuel, du multimédia, de l'éducation populaire interpellent Christine Albanel. Durant des heures, ils ont égrené la longue litanie des suppressions ou des baisses de subventions qui vont jeter dans la précarité les salariés des secteurs concernés et réduire dramatiquement les possibilités de création, d'action et de diffusion culturelle dans ce pays, notamment en zone rurale, dans les quartiers, les écoles, les hôpitaux et les prisons. En province, des rassemblements analogues ont eu lieu pour préserver le vivier de la création, gage d'une authentique diversité artistique et culturelle accessible à toutes et tous.

Parce qu'il s'agit d'un véritable combat de civilisation, SUD Culture Solidaires appelle à la convergence solidaire de toutes ces initiatives qui ne doivent pas, ne peuvent pas, sous peine d'échec rester isolées. Il n'y a pas, d'un côté, la

défense de notre ministère et de ses opérateurs et, de l'autre, les légitimes revendications pour un budget à la hauteur des besoins. Nous devons nous battre pour que la culture et ses travailleurs ne soient pas réduits à des marchandises. Et parce qu'il n'y a pas d'un côté les acteurs culturels et de l'autre le public, c'est ensemble que nous devons nous élever, sur l'ensemble du territoire, contre le désert culturel que nous promet Nicolas Sarkozy et son gouvernement.

La grande journée nationale de grève et de manifestation du jeudi 20 mars, organisée par l'intersyndicale du ministère, constituera une nouvelle étape (départ du Palais Royal à 14 h pour rejoindre Matignon). Si nous ne sommes pas entendus, nous sommes prêts à durcir la mobilisation.

SUD Culture Solidaires, le 3 mars 2008